

Les élections cantonales

La campagne est engagée dans la moitié de la France — à l'exception du département de la Seine — pour l'élection des conseillers généraux. Bien qu'il entre dans ces élections d'importants facteurs locaux, elles ont une valeur politique et leurs résultats seront étudiés à ce point de vue. Ces élections ne modifieront pas la situation politique en France, mais elles indiqueront les sentiments des masses, leurs aspirations, fut-ce sous une forme très défigurée.

C'est pourquoi nous ne saurions encourager l'abstentionnisme et nous invitons les travailleurs à faire, dans la mesure des possibilités limitées offertes par ce scrutin, une manifestation de classe. Au premier tour, étant donné que le P.S. participe au gouvernement et se trouvera déjà mêlé à des combinaisons électorales plus ou moins douteuses, la seule façon de procéder à un vote de classe, c'est de voter pour le candidat du P.C.F., non pour la politique de ce parti, mais parce qu'à ce premier tour il n'est pas engagé avec aucun parti bourgeois et qu'il rencontre l'hostilité générale de ceux-ci.

La direction du P.C.F. a décidé qu'au second tour les candidats communistes se désisteraient sans conditions pour le « candidat de gauche » arrivant en tête. La direction du P.C.F. a ainsi renoncé à présenter un « programme minimum » pour se désister — ce qui serait correct si cette décision s'appliquait seulement aux candidats de l'autre parti ouvrier, le P.S. Mais nous rejetons tout désistement pour un candidat bourgeois si gauche qu'il puisse prétendre être. Dans le désistement pour le P.S., il s'agit d'une démarche politique pour favoriser le front unique ouvrier. Dans le cas d'un candidat bourgeois, il s'agirait de favoriser le Front populaire dont Servin et Thorez ont eux-mêmes reconnu le véritable caractère: un étouffoir des mouvements ouvriers.

Après le 2^e tour dans le Nord et à Paris

Le 2^e tour à Paris était une affaire courue d'avance, et cela explique le plus grand nombre d'abstentions d'électeurs enregistré à gauche. Les pourparlers pour une candidature nouvelle témoignaient des pires illusions dans un néo-Front populaire. Mais le refus de la SFIO, on s'en doute, avait un tout autre motif: celui d'éviter à tout prix la moindre chose qui puisse apparaître, ouvrir la voie à un accord PC-PS.

Cette politique systématique d'opposition au Front unique de la part de la direction Guy Mollet s'accompagne de l'acceptation de n'importe quel soutien anticommuniste, comme on l'a vu à nouveau dans le Nord, où le socialiste a été élu avec un important nombre de voix de droite. Mais une partie des électeurs socialistes montre, chaque fois que l'occasion se présente, qu'elle ne partage pas l'anticommunisme des Mollet, Lacoste et Cie. Sur ce point, ces électeurs se montrent plus audacieux que la minorité socialiste qui critique la direction Guy Mollet sur bien des questions, mais pas pour son attitude de division ouvrière, que ce soit aux élections ou sur le plan syndical.

SOUTIEN

DE « LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

De la part de lecteurs belges:

Louis, 28 fr.; un typo, 60; un voyageur, 200; un typo, 80; un sympathisant, 34; De Groote, 50. Total: 352 francs belges.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

Dans la Fonction Publique

Alors qu'à l'unanimité et après plusieurs jours de discussions, toutes les organisations syndicales, chez les cheminots, à la R.A.T.P., dans l'Aviation, au Gaz et à l'Electricité, ont lancé un ordre d'arrêt de travail pour le 1^{er} avril en signe d'avertissement au gouvernement, la Fédération des Fonctionnaires F.O. reprenait seule le mot d'ordre à son compte et faisait savoir par la radio et la presse à tous les fonctionnaires qu'elle leur demandait de cesser le travail le 1^{er} avril.

Certes les fonctionnaires ont beaucoup de raisons d'être mécontents du gouvernement qui viole constamment ses engagements, ne serait-ce que le dernier en date, celui du 1^{er} janvier 1958, qui accordait à tous les fonctionnaires cette aumône de 833 francs par mois. Mais il n'y a pas que cela, il leur a aussi promis la parité avec le secteur nationalisé, il leur a promis aussi depuis bien longtemps l'augmentation de l'indice de base quand le S.M.I.G. augmenterait, et les prix ont augmenté depuis le mois d'août (M. Gaillard s'en est chargé), il leur a aussi promis de réunir le Conseil de la Fonction Publique chaque fois que les organismes syndicaux devaient être consultés. Mais l'Etat-patron s'en moque, il pense qu'il pourra encore pendant un certain temps jouer sur la division syndicale et recevoir les organisations syndicales séparément, en excluant évidemment la C.G.T.

L'appel de F.O. fut lancé brutalement le vendredi sans consultation réelle de ses sections syndicales, et en refusant d'avancer tout contact avec les autres Fédérations de Fonctionnaires.

Pour des raisons diverses, valables sans doute, nous en sommes dans la Fonction Publique à notre troisième ou quatrième avertissement sans lendemain donné au gouvernement: les autres Fédérations de Fonctionnaires, aussi pour des raisons de prestige, refusèrent de s'associer au mouvement, à l'exception de la C.G.T. qui invitait ses adhérents à suivre le mouvement là où cela serait possible; préconisant des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à la grève de 24 heures, mais ne lançant pas le mot d'ordre de grève.

Il était alors à prévoir d'avance que la non-participation des autres organisations de fonctionnaires au mouvement de grève de 24 heures lancé par F.O. générerait un mouvement dans la Fonction Publique.

Ce qu'il faut souligner, c'est que certaines Fédérations de F. O. refusèrent de s'associer au mouvement de grève de 24 heures. C'est le cas de la Fédération Postale qui déclarait en gros qu'elle n'avait pas eu le temps de consulter ses différentes sections, que le mouvement risquait d'être mal interprété parce que tous les militants comprennent en fait que des arrêts de 24 heures ne signifient plus rien quand ils sont sans lendemain. Ailleurs et plus souvent, les militants de F.O. se montraient surpris par le mouvement; d'autres, les hauts fonctionnaires F.O. (et il y en a pas mal), se rangeaient au côté des autres hauts fonctionnaires des diverses organisations syndicales à qui l'Etat-patron accorde ses privilèges habituels quand il s'agit de respecter la hiérarchie au sommet.

A la C.G.T. les réactions étaient diverses: le mot d'ordre lancé par la C.G.T. ne permettait pas la coordination de l'action même à l'échelle de ses différentes sections, et elle subordonnait l'action de ses militants, là où en fait les différentes sections syndicales de F.O. accepteraient ou proposeraient l'unité d'action avec les Cégétistes. Et les militants communistes dans la C.G.T. étaient troublés, car eux qui ont pour catéchisme l'unité d'action avec les militants de F.O., même si la Fédération des fonctionnaires de F.O. persiste à ne vouloir aucun contact avec la C.G.T., se trouvaient placés devant le problème: Sommes-nous unitaires ou non si nous refusons de lancer le mot d'ordre d'arrêt de travail de 24 heures alors que certaines sections syndicales F.O. sont d'accord pour arrêter le travail mais pas pour lancer ce mot d'ordre avec nous, et en ne lançant pas le mot d'ordre d'arrêt de travail à leurs adhérents. Ils comprenaient qu'ils travaillaient évidemment une plus large participation de fonctionnaires au mouvement de grève.

Dans ces conditions, il y eut très peu de corporations de fonctionnaires à lancer le mot d'ordre de grève de 24 heures ou à préconiser un arrêt de travail pour le 1^{er} avril. En général, le mouvement fut suivi à une plus large majorité là où les cégétistes ont de l'influence dans la Fonction Publique, c'est le cas de tous les services dépendant des Finances, Trésor, Douanes, etc.

Ailleurs une statistique officielle aurait pu établir un moins grand nombre de grévistes qu'aux derniers mouvements de grève dans la Fonction publique. En fait, il y eut moins de grévistes, mais peut-être plus d'abstentions volontaires au travail, car les fonctionnaires ne firent aucun effort réel pour venir travailler ce jour-là, surtout à Paris et dans la région parisienne.

Par contre, le mécontentement persiste, surtout à la base, en même temps que les fonctionnaires prennent de plus en plus conscience que sans unité d'action de toutes les Fédérations de Fonctionnaires ils ne peuvent faire grand-chose et ils ont le sentiment que leurs organisations syndicales ne leur donnent pas satisfaction.

Les secteurs nationalisés et les organisations de fonctionnaires ont accordé un délai au gouvernement pour examiner leurs revendications jusqu'au 15 avril. Celui-ci fait entendre déjà qu'il ne veut rien faire. Les organisations syndicales ressentent la pression de la base qui veut engager une bataille; le mot d'ordre de grève illimitée a souvent été avancé dans la Fonction Publique. Que fera le gouvernement au 15 avril? Que feront les différentes Fédérations de Fonctionnaires? Subiront-elles comme d'habitude les pressions politiques exercées en leur sein par le gouvernement?

CRITIQUE IDEOLOGIQUE SEULEMENT...

Servin ne s'est pas seulement chargé d'expliquer que le Front populaire était un accord politique avec une aile de la bourgeoisie pour limiter des mouvements ouvriers dangereux pour l'Etat capitaliste. Il a donné la ligne nouvelle du P.C.F. envers l'U.G.S.:

« Nous devons nous en tenir à la critique des positions idéologiques et politiques de l'Union de la Gauche Socialiste. »

Que signifient ces mots? Qu'il ne faut plus dans ce cas recourir au vocabulaire qui est d'usage courant de la part du P.C.F. pour les groupements d'extrême-gauche et de gauche qui font une critique du stalinisme.

Lors de l'exclusion de Marty, Mauvais avait dit que l'on devait toujours parler des « policiers trotskystes ». Dans la campagne électorale qui, le mois dernier, précéda le premier tour du 2^e secteur de Paris, ce fut une accusation du même ordre qui fut lancée par les stalinien Vermeersch en tête contre le candidat de l'U.G.S.

Maintenant plus de calomnie, des arguments idéologiques. Mais qui prendra au sérieux une argumentation qu'elle soit faite d'arguments ou de calomnies, par une direction dont les virages en épingle à cheveux sont célèbres.

DISCUSSION DEMOCRATIQUE...

Quelques intellectuels communistes ont, depuis le 20^e Congrès et les événements de Pologne et de Hongrie, des désaccords avec la direction du P.C.F., stalinienne entre toutes. Prétextant de ces désaccords, on a éliminé ces intellectuels de comités de rédaction, comme celui de « la Nouvelle Critique ». Il semble que certains d'entre eux ont promis ou donné leur concours à la publication d'une revue « Voies nouvelles ». Nous aurons l'occasion de parler ultérieurement de cette revue dont le premier numéro sort ces jours-ci. Le sommaire annoncé n'a pas particulièrement de caractère politique. Mais avant même qu'elle sorte, Servin a brandi les foudres. Vous pouvez, leur dit-il, défendre vos idées dans le parti — tu parles! —, quant à ce qui a trait à tous travaux idéologiques, vous passerez par la censure de Garaudy et Kanapa. Sinon...

Ainsi maintient-on « l'unité inébranlable » du parti...